

LA LEGITIMITÉ DE L'ÉDUCATION À LA CITOYENNETÉ. LE DÉBAT ENTRE RÉPUBLICANISME CIVIQUE ET LIBÉRALISME POLITIQUE.

Marcello Ostinelli *

* Scuola Universitaria Professionale della Svizzera Italiana
Dipartimento Formazione e Apprendimento
Piazza san Francesco, 19
CH – 6600 Locarno
Suisse
marcello.ostinelli@supsi.ch

Mots-clés

éducation à la citoyenneté, légitimité de l'éducation scolaire, droits des parents, républicanisme civique, libéralisme politique.

Résumé

L'éducation à la citoyenneté est l'un des objets des réformes scolaires qui ont été souvent le thème de débats très animés. Généralement l'introduction de cette matière dans les programmes scolaires est souhaitée par l'opinion publique, mais il arrive parfois qu'elle soit vivement contestée. En 2006 le parlement espagnol a voté la *Ley Organica de Educación* sur la proposition du gouvernement dirigé par José Luis R. Zapatero. La nouvelle loi prescrit l'enseignement obligatoire de l'éducation à la citoyenneté à différents niveaux scolaires. La réforme a été la cible de critiques acerbes, notamment par l'Église catholique. En 2009 la question a été enfin l'objet d'un arrêt du *Tribunal Supremo* espagnol à la suite des recours des parents de quelques élèves qui réclamaient le droit à l'objection de conscience en considération des contenus prévus par les programmes scolaires de l'*Educación para la Ciudadanía*.

La question posée en Espagne touche un thème qui tient grande place dans les débats contemporains sur les réformes scolaires, c'est-à-dire la légitimité de l'éducation à la citoyenneté comme objet d'enseignement.

Il s'agit de préciser si la tâche assignée à l'école de former les futurs citoyens est compatible avec le droit des parents d'élever les enfants selon leurs propres convictions, par exemple lorsqu'ils considèrent nuisible à l'intégrité de leur conception du bien l'exposition de leurs enfants à certains contenus des programmes scolaires. À cet égard il faut souligner d'un côté que la liberté des parents en matière d'éducation est limitée au milieu familial et soumise au respect des droits de l'enfant ; de l'autre côté, pareillement, il faut noter que la tâche assignée à l'école de former les futurs citoyens ne découle pas d'un pouvoir arbitraire, à condition que certaines limites soient respectées. C'est pourquoi il faut préciser l'extension légitime de l'éducation scolaire à la citoyenneté.

Le cas espagnol a une importance théorique remarquable à cet égard.

Le dévouement à la formation du citoyen est un trait caractéristique du républicanisme civique pendant toute son histoire. Le programme politique de Zapatero en est un bon exemple récent (Martí, Pettit, 2010). Un examen de la conception républicaine de

l'éducation à la citoyenneté s'impose, à plus forte raison qu'il y a un contentieux important entre républicanisme et libéralisme (Viroli, 1999).

Cette comparaison nous apportera deux résultats importants.

Tout d'abord on peut espérer de mettre au point la compatibilité entre libéralisme et républicanisme civique par la confrontation de leurs conceptions de l'éducation à la citoyenneté. Dans *Political Liberalism* Rawls déclare que libéralisme politique et républicanisme sont des positions politiques compatibles (Rawls, 2005). Toutefois la thèse de Rawls n'est pas suffisamment prouvée ; de ce fait la question de la compatibilité de libéralisme politique et républicanisme doit être analysée de manière plus approfondie. La question a été discutée par exemple par Richard Dagger (Dagger, 1997) et John Maynor (Maynor, 2003). Dans mon exposé la position de Dagger aussi bien que celle de Maynor feront l'objet de critiques considérables tandis que la conception de l'éducation à la citoyenneté démocratique du libéralisme rawlsien réussira l'examen de légitimité.

Les résultats de cette confrontation sont donc très importants du point de vue pratique. Mon analyse donnera des éléments ponctuels pour fixer l'extension légitime des programmes scolaires d'éducation à la citoyenneté. Est-ce que la conception républicaine de l'éducation à la citoyenneté est en mesure de former les élèves et en même temps de respecter les droits des parents en matière d'éducation ? Est-ce que le respect du droit des parents d'élever leurs enfants selon leurs propres convictions permet à l'école de remplir de manière convenable la tâche de former les futurs citoyens ? Est-ce que la conception de l'éducation à la citoyenneté du libéralisme rawlsien est à même de former les futurs citoyens ? Quelle éducation scolaire à la citoyenneté est-elle légitime ? Ce sont des questions urgentes, vis-à-vis du pluralisme religieux et culturel de la société contemporaine, que ma contribution a le but d'examiner.

Bibliographie

- Archard, David W. (2003). *Children, Family and the State*. Aldershot, Ashgate.
- Costa, Maria Victoria (2004a). Rawlsian Civic Education: Political not Minimal. *Journal of Applied Philosophy*, 21, 1-14.
- Costa, Maria Victoria (2004b). Political Liberalism and the Complexity of Virtue. *The Southern Journal of Philosophy* (2004), 42, 149-170.
- Dagger, Richard (1997). *Civic Virtues. Rights, Citizenship, and Republican Liberalism*. Oxford, Oxford University Press.
- Laden, Anthony S. (2006). Republican Moments in Political Liberalism. *Revue Internationale de Philosophie*, no. 237, 341-367.
- Martí, José Luis, Pettit, Philip (2006). Republican Moments in Political Liberalism. *Revue Internationale de Philosophie*, no. 237, 341-367.
- Maynor, John W. (2003). *Republicanism in the Modern World*. Cambridge, Polity Press.
- Rawls, John (2005). *Political Liberalism*. Expanded edition. New York, Columbia University Press.
- Viroli, Maurizio (1999). *Il repubblicanesimo*. Roma-Bari, Editori Laterza.